

Les Etats-Unis, le Canada et le Mexique renégocient le traité de libre-échange nord-américain (ALENA)

Bras de fer pour un nouvel accord

« ALEXIS RAPPIN

Libre-échange » Pas d’ALENA plutôt qu’un mauvais ALENA. Tel est en substance le seul point de consensus qui se dégage entre les États-Unis, le Canada et le Mexique sur l’avenir de l’Accord de libre-échange nord-américain. Réunis à Washington la semaine dernière pour le premier cycle de (re)négociation du traité, les trois États ont souligné qu’ils n’accepteraient pas n’importe quel sacrifice pour parvenir à une nouvelle entente. Un défi pour Donald Trump, dont l’élection doit beaucoup à cet enjeu.

Trump protectionniste Si ces premières discussions se sont révélées cordiales, les positions de chacun des États parties n’en sont donc pas moins fermes. Pour la Maison-Blanche, il s’agit en premier lieu de réduire le déficit de la balance commerciale avec le Mexique (64 milliards de dollars), à qui l’on attribue des disparitions d’emplois aux États-Unis. Du côté d’Ottawa et Mexico, on veut préserver un maximum des acquis qui ont, souligne-t-on, produit de nombreux bénéfices pour toutes les parties.

« Depuis 1994 (entrée en vigueur du traité, ndlr), le commerce entre les membres de l’ALENA a presque triplé, en faisant un marché régional de 19 trillions de dollars et de 470 millions de consommateurs », a ainsi rappelé Chrystia Freeland, ministre des Affaires étrangères du Canada. Le pays à la feuille d’érable, qui exporte vers les États-Unis d’énormes quantités de bois de construction et d’énergie, est pour le moins inquiet des velléités protectionnistes de Donald Trump.

Le Mexique visé Toutefois, c’est bien davantage après le Mexique qu’en aurait apparemment le président américain. Un article publié début août dans le *Washington Post* révélait en effet que celui-ci aurait déclaré à Enrique Peña Nieto, son homologue mexicain: « Le Canada ne pose pas problème... c’est un enjeu à part et nous avons eu une relation



Gros exportateur de bois vers les États-Unis, le Canada est inquiet des velléités protectionnistes de Donald Trump. Keystone

très équitable avec eux ». A cause du Mexique, par contre, « nous avons perdu beaucoup d’usines dans l’Ohio et le Michigan, et j’ai gagné ces États », aurait-il ajouté. L’industrie, surtout celle de l’automobile, s’annonce comme un des grands nœuds de discorde entre les parties: fortement intégrée, elle se déploie à travers les trois pays, chacun produisant et assemblant diffé-

ET POURQUOI PAS UN ACCORD SANS LES ÉTATS-UNIS?

Et si, faute d’un accord satisfaisant, le Canada et le Mexique tournaient le dos au voisin américain? Le scénario est évoqué aux deux extrémités du continent. Une des alternatives en gestation consisterait à raviver le Partenariat Trans-Pacifique (TPP), que l’administration Trump a désavoué en début d’année. Fin mai, Ottawa, Mexico et les 9 autres États concernés se sont d’ailleurs entendus pour tenter d’établir un accord alternatif, sans Washington.

Une idée fantaisiste? Pas pour les industriels canadiens et mexicains, qui exportent de plus en plus de combustibles fossiles vers l’Asie-Pacifique. Un tel geste instituerait une vaste zone commerciale protégée de la concurrence étasunienne. Le pays à la feuille d’érable, par ailleurs, a un autre joker dans sa manche: le CETA, traité de libre-échange négocié avec l’Union européenne, dont 95% des mesures vont entrer temporairement en vigueur à la fin septembre. **ARA**

rentes parties ensuite expédiées chez le voisin. Toucher à un détail, telles les règles sur l’origine des biens (comme le souhaite le négociateur américain Robert Lighthizer), pourrait donc porter préjudice à toute la filière. Y compris sa branche étasunienne.

Discussion du calendrier Autres objets de ce premier cycle de négociations: les brevets dans le secteur pharmaceutique, dont les États-Unis souhaitent rallonger la durée, ainsi que le mécanisme de règlement des différends commerciaux, que Donald Trump veut retirer aux cours d’arbitrage pour le confier à des tribunaux domestiques. Autant d’enjeux sur lesquels l’axe Ottawa-Mexico s’est entendu pour freiner des quatre fers.

C’est davantage après le Mexique qu’en aurait le président américain

Mais c’est aussi en bonne partie de calendrier dont il a été question la semaine dernière à Washington. Le Mexique tenant une élection générale au printemps 2018, les trois pays se sont « engagés à un processus de négociation accéléré », ont-ils déclaré dans leur communiqué de clôture: deux autres cycles de discussions se tiendront au Mexique puis au Canada en septembre déjà. Les délégations auront donc un temps restreint pour consulter les milieux économiques concernés.

Ces derniers, cependant, se sont pour la plupart déjà fait leur opinion, bonne ou mauvaise. Si les entreprises mexicaines et canadiennes sont les plus inquiètes, certaines industries américaines ne sont pas en reste. Les lobbies de l’automobile, de l’agriculture et des nouvelles technologies, notamment, s’emploient à modérer les ardeurs de l’administration Trump, de crainte que la renégociation n’en vienne à ouvrir une boîte de Pandore. »

La Chine lorgne Fiat-Chrysler

Automobile » Le groupe automobile chinois Great Wall Motor a affirmé hier avoir des vues sur le constructeur italo-américain Fiat-Chrysler Automobiles (FCA), dont il pourrait tenter de racheter la marque Jeep. La transaction lui permettrait de se conforter dans sa spécialité, les 4x4 urbains, très prisés en Chine. Fragilisé par l’effritement de ses ventes aux États-Unis, FCA pourrait trouver sa planche de salut dans une offre de rachat chinoise: l’hypothèse, qui fait l’objet de vives spéculations depuis une semaine, a été confortée hier par l’intérêt manifesté

par le septième constructeur de Chine. « Nous sommes assurément intéressés pour réaliser une acquisition » liée à FCA, même si pour l’heure « cela reste une intention », aucune offre formelle n’ayant été déposée, a indiqué à l’AFP une porte-parole de Great Wall Motor. Pour autant, « nous allons agir de façon sérieuse (pour concrétiser) cette intention de rachat », a-t-elle souligné, sans vouloir préciser si une future offre viserait tout ou partie du groupe FCA. Selon le site spécialisé Automotive News, Great Wall ne se-

rait intéressé que par la marque de véhicules tout-terrain Jeep. Sa dirigeante Wang Fengying « est en contact » avec Fiat-Chrysler pour « entamer des négociations » à ce sujet, ajoutait le site. De son côté, FCA a affirmé hier n’avoir « pas été approché par Great Wall Motor au sujet de Jeep ou de toute autre affaire ». Spécialiste des SUV (4x4 urbains) dont il est le premier fabricant chinois, Great Wall a vendu l’an dernier 1,07 million de véhicules en Chine, mais sa présence à l’étranger reste anecdotique. » **ATS/AFP**

Credit Suisse et UBS sont sous le coup d’une plainte

États-Unis » Trois fonds de pension américains ont porté plainte contre six grands groupes bancaires, les accusant d’entente sur le marché du crédit, selon le journal américain *The Wall Street Journal*. Les établissements visés sont Bank of America, Goldman Sachs, J.P. Morgan Chase, Morgan Stanley, Credit Suisse et UBS. La plainte collective émane des fonds de pension publics Iowa Public Employees’ Retirement System, Orange County Employees’ Retirement System et Sonoma County Employees’

Retirement System. Elle a été déposée mercredi dernier devant le tribunal du district sud de New York. Les établissements bancaires auraient collaboré, selon les plaignants, depuis 2009 pour empêcher la concurrence. Interrogées par le *Wall Street Journal* dans son édition dominicale, les banques incriminées ont refusé de commenter l’information ou n’étaient pas disponibles. Contactés hier par l’ATS, Credit Suisse et UBS n’ont pas souhaité prendre position. » **ATS**

BLS veut reprendre le ferroutage

Simplon » La compagnie ferroviaire BLS veut reprendre l’exploitation des navettes porte-autos au Simplon dès le changement d’horaire en décembre. Elle a fait parvenir une offre à l’État du Valais. Les CFF avaient annoncé en mai vouloir se retirer de ce service. Pour des raisons stratégiques, l’entreprise souhaitait confier cette tâche à sa filiale valaisanne RegionAlps. Un partenariat envisagé entre RegionAlps et BLS n’a pas abouti, a déclaré hier le porte-parole de BLS Matthias Abplanalp. » **ATS**